L'Assemblée Générale du S.U.B.

La troisième et dernière A.G. du S.U.B. sur la question de l'orientation syndicale s'est tenue le 21 octobre. La résolution qui y fut adoptée et qu'on lira plus bas, indique nettement que la période de l'engouement pour l'autonomie corporative est bel et bien close. Dans un appel publié dans le n° de novembre du « Prolétaire », les Camarades Faudry, Courtois et Denant, parlant au nom du Bureau du S.U.B., déclarent courageusement que « notre position provisoire ne peut se prolonger davantage, devant l'impossible unité, en raison de l'idéologie qui préside aux destinées des deux C.G.T. Nous disons que le moment est venu d'unir les forces syndicalistes du Bâtiment, nationalement et internationalement et de réunir, nationalement, dans un organisme syndicaliste neuf, robuste et révolutionnaire toutes les forces ouvrières économiques autonomes de ce pays ».

Ce sont des paroles nettes, franches et courageuses. Espérons qu'elles seront entendues par tous les syndicats autonomes du pays.

Résolution de l'A.G. du S.U.B.

Le S.U.B., après avoir examiné la situation fédérale sur la crise actuelle qui peut s'aggraver dans l'avenir, fait appel à l'expérience de tous les militants pour sauver le syndicalisme révolutionnaire parce que, seul, il a la responsabilité des destinées ouvrières.

Considérant que les deux C.G.T. ne sont plus l'expression du syndicalisme, que leurs déviations répétées ont entraîné présentement le syndicalisme hors de son cadre et, qu'en agissant ainsi, elles ont renié sa doctrine, ses buts et ses moyens d'action ;

Considérant que tous les échecs d'unité incombent à la faute des fonctionnaires permanents inamovibles qui ont fait jouer leurs intérêts personnels et politiques, et qui ont, de ce fait, négligé les intérêts de la classe ouvrière ;

Attendu que tous les travailleurs désirent l'unité syndicaliste, pour défendre les droits du travail menacés par l'unité patronale ;

Considérant que l'autonomie provisoire, pour réaliser l'unité, s'est révélée, à l'usage, nettement insuffisante; que sa pratique a eu pour conséquence d'éloigner les unes des autres les organisations autonomes et de les confiner dans une action corporative excluant toute action sociale ; le S. U. B., qui a toujours été le rempart du syndicalisme révolutionnaire se voit en danger si ces procédés continuent.

Rentrer à la C.G.T., c'est condamner tout notre passé révolutionnaire ; rentrer à la C.G.T.U., c'est justifier l'assassinat du 11 janvier; c'est justifier la mainmise des politiciens sur le mouvement ouvrier ; rester isolés, c'est perdre tous les bénéfices de l'action passée, ceci par le manque de liaison dans le pays. Adhérer au mouvement du regroupement des forces autonomes dans le pays, c'est œuvrer révolutionnairement sur le terrain de lutte de classes avec toutes les autres forces autonomes pour soustraire le syndicalisme révolutionnaire à la domination des Politiques.

Le S.U.B. se diminuerait s'il ne continuait pas la ligne de conduite tracée par son expérience et sa valeur combattive qui fit son renom parmi les travailleurs de ce pays.

Pour cela, il demande que l'on fasse confiance à la Fédération, approuve tous les travaux pour la rénovation du mouvement syndical national et international par ses assises qui auront lieu à Lyon les 13 et 14 Novembre 1926 et donne mandat aux délégués du S.U.B. de s'inspirer de ladite résolution pour les votes au Congrès.